

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Autour de 10 millions de personnes vivant avec le VIH ont aujourd'hui accès au traitement antirétroviral

Le nombre de personnes sous traitement antirétroviral a augmenté de 1,6 million entre 2011 et 2012, ce qui marque la plus forte progression en rythme annuel jamais enregistrée.

GENÈVE, 30 juin 2013 – Un nouveau rapport du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'UNICEF révèle une accélération considérable du déploiement et de la prise du traitement antirétroviral depuis 2011. Un nombre record de 9,7 millions de personnes vivant avec le VIH avaient accès au traitement en 2012, contre un peu plus de 8,1 millions en 2011 – ce qui correspond à une augmentation de 1,6 million de personnes en une seule année.

Les nouvelles directives de l'OMS, publiées en même temps que le rapport, recommandent clairement de mettre les personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral de façon beaucoup plus précoce, voire immédiatement dans certains cas. En vertu de ces nouvelles directives, quelque 26 millions (25,9 millions) de personnes vont maintenant devenir admissibles au traitement antirétroviral, soit 9,2 millions de personnes de plus par rapport aux directives précédentes de 2010.

« Nous avons l'obligation morale et scientifique de fournir un traitement antirétroviral à autant de personnes que possible » a déclaré M. Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA. « C'est ce vers quoi nos efforts vont continuer de tendre et nous sommes convaincus de pouvoir élargir et intensifier de façon significative l'accès au traitement, y compris avec les moyens financiers actuels ».

En opérant une programmation stratégiquement efficiente de la riposte au VIH, l'ONUSIDA estime que l'on peut accélérer le déploiement du traitement dans le cadre des besoins de ressources existants évalués à environ US\$ 22-24 milliards pour 2015. « En planifiant intelligemment, nous estimons pouvoir réaliser des économies d'environ 20 % d'ici à 2015, ce qui nous permettra, si nous investissons de façon réfléchie, d'atteindre encore plus de personnes pour leur fournir un traitement antirétroviral vital ».

L'ONUSIDA estime qu'il est possible de réaliser des économies dans trois grands domaines : une réduction des coûts des médicaments et des fournitures médicales – en particulier grâce à une augmentation de volumes, une simplification des systèmes de fourniture, et une optimisation de l'efficacité de l'ensemble de la riposte au sida.

Des succès significatifs ont été enregistrés ces dernières années en matière de réduction des coûts. Par exemple, le prix des médicaments de prévention de la transmission mère-enfant du VIH a été réduit de US\$ 800 en 2011 à moins de US\$ 100 en 2013. Grâce à un processus d'appel d'offres plus concurrentiel, l'Afrique du Sud a réduit le coût d'achat des antirétroviraux au prix le plus bas mondial de US\$ 113 par personne et par an pour une combinaison à dose fixe recommandée dans les nouvelles directives. Cela a entraîné une chute de 53 % des dépenses consacrées par l'Afrique du Sud au traitement antirétroviral.

Le rapport souligne également que le Plan présidentiel d'urgence d'aide à la lutte contre le sida des États-Unis (PEPFAR) estime qu'en exploitant les possibilités existantes d'économies de coûts, il a plus que divisé par deux le coût moyen par personne recevant un traitement dans le cadre des programmes qu'il soutient – de plus de US\$ 1 000 par personne et par an en 2004 à moins de US\$ 400 par personne et par an en 2011.

De nouvelles économies sont prévues car les méthodes de dépistage du VIH deviennent plus simples et plus faciles à administrer (un test de dépistage du VIH par piqûre au bout du doigt permet maintenant d'avoir un résultat en 30 minutes). D'autres gains de rentabilité sont réalisés car un nombre croissant de services de prise en charge du VIH sont intégrés à des structures existantes, telles que les dispensaires prénatals et les centres de soin de la tuberculose.

Le défi fixé par les nouvelles directives encouragera les pays, les donateurs et les partenaires de la riposte au sida à redoubler d'efforts pour atteindre d'encore meilleurs résultats. Si les recommandations des nouvelles directives sont mises en œuvre, elles permettraient alors d'éviter 13,5 millions de décès et 19 millions de nouvelles infections à VIH (estimations) d'ici à 2025.

[FIN]

Contact

ONUSIDA Genève | Sophie Barton-Knott | tél. +41 22 791 1697 | bartonknotts@unaids.org

ONUSIDA

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. » L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies – le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires mondiaux et nationaux pour que la riposte au sida donne les meilleurs résultats possibles. Pour en savoir plus, consultez le site unaids.org, et suivez nous sur Facebook et Twitter.